

**25 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant le règlement général du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 16;
Vu l'avis du Conseil communautaire, donné le 24 septembre 1997 et le 3 février 1999;
Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 4 avril 1996 et le 21 janvier 1998;
Vu l'accord du Ministre du budget et de la fonction publique, donné le 2 mars 1998;
Vu l'avis motivé du Comité supérieur de Concertation du Secteur XVII du 3 avril 1998 et du 7 avril 1999;
Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 juin 1998;
Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement général du groupe des institutions publiques visé à l'article 16 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est établi conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 25 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

Annexe

Règlement général du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse de la Communauté française

A. L'accueil du jeune dans l'institution

1. A son arrivée dans l'institution ou, en cas d'impossibilité, dans les 24 heures, chaque jeune est accueilli individuellement. Cet entretien a pour but de clarifier avec lui les circonstances de son placement en abordant notamment son contexte juridique et institutionnel. A cette occasion, il reçoit le présent règlement.
2. L'entretien d'accueil est organisé par un membre de l'équipe de direction ou de l'équipe psycho-médico-sociale, ou, dans les services d'accueil en régime ouvert, par un membre de l'équipe éducative.
3. Chaque jeune pris en charge par un service d'accueil en régime ouvert est reçu individuellement par le directeur ou, à défaut, par son remplaçant immédiat au cours de la première semaine de son placement.
4. Le règlement particulier de l'institution est remis à chaque jeune lors de son admission dans le groupe de vie.
5. L'institution informe, dans les 24 heures, les parents ou, à défaut, les membres de la famille de l'entrée du jeune.
6. Le service médical de l'institution organise un examen du jeune dans les trois jours ouvrables de son admission et assure sa tutelle sanitaire pendant toute la durée du placement.
7. Les objets personnels du jeune sont confiés à l'Institution dès son admission et lui sont remis après vérification de leur caractère dangereux et contondant éventuel.

Le jeune est autorisé à porter ses vêtements personnels conformément au règlement propre à l'institution qui, pour des activités spécifiques (atelier, gym) pourrait devoir estimer fournir des vêtements adéquats.

B. Les garanties des droits de la défense

1. Dès l'admission, l'institution s'enquiert de l'identité de l'avocat de chaque jeune. Si le jeune n'a pas d'avocat, l'institution l'assiste dans ses démarches pour en trouver un.
2. Chaque jeune a le droit de communiquer gratuitement avec son avocat. Le secret de leur communication est absolu.

Les visites de l'avocat ne sont pas limitées.

Les visites du jeune chez son avocat sont envisageables. Néanmoins le jeune pris en charge en régime éducatif fermé devra être en condition de sortie en autonomie. Les modalités de toutes ces visites sont à convenir avec chaque institution.

3. L'institution fait signer à l'avocat un document de visite par lequel il déclare être le conseil du jeune.

C. L'information et la participation du jeune

1. Le présent règlement et le règlement particulier à l'institution remis à chaque jeune lors de son admission font l'objet d'entretiens individuels visant à les expliciter dans un langage adapté.

2. Chaque jeune pris en charge par un service autre qu'un service d'accueil en régime ouvert est informé que l'institution sollicite une rencontre avec le juge de la jeunesse afin de clarifier et de préciser les attentes de chacun.

L'institution propose qu'outre le jeune, les parents et le représentant du service de protection judiciaire chargé du dossier ainsi que l'ensemble des services concernés soient également invités à participer à l'entretien.

3. Tout jeune confié pour une période excédant 45 jours au groupe des institutions publiques est informé qu'il doit faire l'objet d'un rapport médico-psychologique établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille et que l'institution va transmettre à l'avocat du jeune les conclusions de ce rapport dès son dépôt auprès de l'autorité de placement, soit dans les 75 jours après la date de prise en charge.

Les conclusions du rapport médico-psychologique complémentaire sont également transmises à l'avocat.

4. Chaque jeune doit pouvoir participer activement au programme pédagogique individuel mis en place à son intention. Il est invité au cours des réunions ayant pour objet d'établir les rapports écrits le concernant afin d'être entendu et informé au sujet de ce programme et de ses réorientations éventuelles.

D. Le respect des convictions philosophiques, politiques et religieuses

1. Chaque jeune est autorisé à exercer les pratiques liées à ses convictions et au culte de son choix pour autant que ceux-ci ne contreviennent pas aux dispositions légales.

2. L'institution est tenue de faciliter l'exercice de ces pratiques, notamment en ce qui concerne le régime et l'observance des temps de jeûne.

3. Toute pratique pouvant mettre en danger la santé ou la sécurité du jeune lui-même, des autres jeunes ou du personnel pourra faire l'objet d'une interdiction.

E. Les communications du jeune avec l'extérieur

1. Le jeune est informé que, sauf décision contraire motivée du juge compétent, il a le droit de communiquer avec toute personne de son choix.

Les dispositions suivantes sont d'application sous réserve de cette décision.

2. Le secret de la correspondance est garanti.

Des mesures de contrôle peuvent être prises à l'égard d'envois contenant davantage que des lettres. Dans ce cas, le jeune peut être invité à ouvrir ledit envoi en présence d'un membre de la Direction qui, en fonction du risque encouru en regard de la sécurité, peut en exiger la remise.

3. Chaque jeune a le droit de téléphoner gratuitement une fois par semaine aux membres de sa famille. Chaque institution fixe les modalités des communications téléphoniques dans son règlement particulier.

4. Les modalités des visites sont fixées par chaque institution dans son règlement particulier. Il existe toujours une possibilité de visite sur rendez-vous. La fréquence minimale des visites autorisées ne peut être inférieure à une visite hebdomadaire.

5. La correspondance avec les magistrats, le service de protection judiciaire, le service de l'aide à la jeunesse et le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant est gratuite.

Les communications téléphoniques avec le service de protection judiciaire, le service d'aide à la jeunesse et le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant sont gratuites.

F. Les congés et les absences

1. Sauf décision contraire motivée du juge compétent, chaque jeune bénéficie du régime de congé dont les modalités sont fixées par l'institution dans son règlement particulier et, s'il échet, dans le projet pédagogique individuel du jeune.

2. Toute absence doit faire l'objet d'une autorisation de la part de la direction de l'institution.

3. L'institution prévient les forces de l'ordre et le juge compétent de toute absence non autorisée.

L'institution prévient également les parents en même temps et sollicite leur collaboration.

4. L'institution informe les parents, les forces de l'ordre et le juge compétent de toute réintégration.

5. A chaque réintégration, l'institution peut organiser un accueil spécifique par l'équipe éducative du jeune.

Le programme éducatif du jeune peut être revu après sa réintégration.

G. L'appréciation du comportement

1. La vie au sein de l'institution est empreinte du respect mutuel propre à toute vie en société.

2. Le comportement du jeune est apprécié en fonction du respect qu'il manifeste à l'égard des devoirs et obligations imposés par toute vie en société et par la réglementation particulière à l'institution.

3. Toute comportement positif ou résultat remarquable peut donner lieu à valorisation. Chaque institution en fixe les modalités dans son règlement particulier.

4. Tout comportement négatif peut faire l'objet de mesures disciplinaires.

A l'exception de la mesure d'isolement, les modalités de ces mesures sont fixées par chaque institution dans son règlement particulier.

Elles ne peuvent néanmoins porter atteinte aux droits du jeune contenus dans le décret du 4 mars 1991 et dans le présent règlement : notamment les droits de la défense, le droit de communiquer, l'octroi de l'argent de poche et le respect des convictions.

Elles ne peuvent avoir un caractère humiliant et vexatoire et doivent être adaptées au jeune.

H. La mesure d'isolement

1. Lorsque le jeune compromet sa sécurité physique ou celle des autres jeunes, du personnel ou des visiteurs, une mesure d'isolement dans les locaux spécifiques peut être prise à son égard.

2. La mesure d'isolement est décidée par le directeur ou son remplaçant immédiat et le jeune est informé que le juge compétent en est averti.

3. La mesure d'isolement ne peut dépasser 24 heures sans l'accord du juge compétent qui peut prolonger cette mesure pour un terme ne dépassant pas 8 jours. Une nouvelle prolongation est possible dans les mêmes conditions le dernier jour du délai initialement prévu.

La mesure d'isolement est levée dès que cesse la situation qui la motive. L'autorité de placement est avertie de la levée d'une mesure d'isolement.

4. Le jeune placé en isolement reçoit la visite quotidienne d'un membre de l'équipe de direction et d'un membre de l'équipe scientifique et médicale ainsi que des visites de l'équipe éducative, toutes les deux heures entre 8 et 22 heures.

Pendant la période d'isolement, l'équipe éducative s'occupe de manière active du jeune et procède avec lui à des entretiens individuels et à des activités éducatives.

I. Les garanties des droits des jeunes

1. Le jeune est informé de son droit de communiquer avec son avocat. Il est invité à signer un document par lequel il déclare avoir été informé de ce droit. L'institution lui remet un exemplaire de ce document rédigé dans une langue compréhensible par lui.

2. Le jeune est informé de l'institution et des compétences du Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant : il a pour mission de veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts des jeunes en Communauté française; il bénéficie pour ce faire du pouvoir d'interpellation, du libre accès dans les services et de la communication des dossiers individuels.

3. Il est indiqué au jeune comment saisir le Délégué général aux droits de l'enfant d'une demande de médiation ou d'une plainte relative aux atteintes portées aux droits des jeunes.

4. Le jeune est également informé de l'existence, du fonctionnement et des compétences des Services Droit des Jeunes.

5. Il est indiqué au jeune comment communiquer avec ces services.

6. Il peut, à ses frais, être examiné par le médecin de son choix indépendant de l'institution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 1999 fixant le règlement général du groupe des institutions publiques.

Bruxelles, le 25 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 3443

[99/29596]

25 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het algemeen reglement van de groep van de overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad, gegeven op 24 september 1997 en 3 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 april 1996 en 21 januari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken, gegeven op 2 maart 1998;

Gelet op het gemotiveerd advies van de hoge Overlegraad van Sector XVII van 3 april 1998 en 7 april 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 juni 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de Jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van 25 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Het algemeen reglement van de groep van de overheidsinstellingen bedoeld bij artikel 16 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd wordt opgesteld overeenkomstig de tekst als bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

Algemeen reglement van de groep van overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap

A. Opvang van de jongere in de instelling

1. Bij zijn aankomst in de instelling of, in geval het onmogelijk is, binnen de 24 uren, wordt iedere jongere individueel opgevangen. Dit onderhoud heeft tot doel samen met hem klaarheid te brengen over de omstandigheden van zijn plaatsing door onder meer zijn juridische en institutionele context te bespreken. Bij die gelegenheid wordt hem dit reglement overhandigd.

2. Het onderhoud ter gelegenheid van de opvang wordt door een lid van de directieploeg of van de psycho-medisch-sociale ploeg geleid of, in de opvangdiensten in open stelsel, door een lid van de educatieve ploeg.

3. Iedere jongere die door een opvangdienst in open stelsel ten laste wordt genomen, wordt tijdens de eerste week van zijn plaatsing individueel ontvangen door de directeur of, bij ontstentenis, door zijn rechtstreekse vervanger.

4. Het bijzonder reglement van de instelling wordt aan iedere jongere overhandigd bij zijn opneming in de levensgroep.

5. De instelling brengt binnen de 24 uren de ouders of, bij ontstentenis de familieleden op de hoogte van de opvang van de jongere.

6. De medische dienst van de instelling voorziet binnen de drie werkdagen na zijn opneming in een onderzoek en zorgt voor zijn gezondheid zolang hij geplaatst blijft.

7. De persoonlijke voorwerpen van de jongere worden vanaf zijn opneming aan de instelling toevertrouwd en worden hem terugbezorgd nadat men er zich van vergewist heeft dat zij noch gevaar kunnen betekenen noch als slagwapen kunnen gebruikt worden.

De jongere mag zijn eigen kleren dragen overeenkomstig het reglement van de instelling die, voor specifieke activiteiten (atelier, gym), zou kunnen van oordeel zijn dat er daartoe gepaste kledij moet gedragen worden.

B. De waarborgen inzake rechten op verdediging

1. Vanaf zijn opneming, neemt de instelling haar inlichtingen over de identiteit van de advocaat van iedere jongere. Indien de jongere geen advocaat heeft, bezorgt de instelling hem hulp in zijn pogingen om er een te vinden.

2. Iedere jongere heeft het recht gratis met zijn advocaat te communiceren.

Het geheim van hun communicatie is absoluut.

De bezoeken van de advocaat zijn niet beperkt.

De bezoeken van de jongere aan zijn advocaat kunnen overwogen worden. De jongeren die ten laste wordt genomen in gesloten educatief stelsel zal evenwel in de voorwaarde moeten zijn om autonoom buiten te mogen gaan. De nadere regels van al die bezoeken moeten met elke instelling afgesproken worden.

De instelling laat door de advocaat een bezoeksdocument ondertekenen waarbij hij verklaart de raadsman van de jongere te zijn.

C. De informatie en de participatie van de jongere

1. Over dit reglement en het reglement eigen aan de instelling dat aan iedere jongere bij zijn opneming wordt bezorgd, worden er individuele gesprekken gevoerd om daarover nadere uitleg te geven in een aangepaste taal.

2. Iedere jongere die door een andere dienst dan een opvangdienst in open stelsel ten laste wordt genomen, wordt ervan verwittigd dat de instelling een onderhoud met de jeugdrechtster vraagt om klaarheid te brengen over de verwachtingen van iedereen en daarover nadere uitleg te geven.

De instelling stelt voor dat naast de jongere, ook de ouders en de vertegenwoordiger van de dienst voor gerechtelijke bescherming belast met het dossier alsook al de betrokken diensten zouden verzocht worden aan het onderhoud deel te nemen.

3. Iedere jongere die voor een periode van meer dan 45 dagen toevertrouwd wordt aan de groep van overheidsinstellingen wordt ervan verwittigd dat er over hem een medisch-psychologisch verslag moet opgesteld worden door de multidisciplinaire ploeg van de instelling die hem opvangt en dat de instelling aan de advocaat van de jongere de conclusies van dit verslag zal mededelen zodra dit verslag bij de plaatsingsoverheid is neergelegd, te weten binnen de 75 dagen na de datum van de tenlasteneming. De conclusies van het aanvullend medisch-psychologisch verslag worden eveneens aan de advocaat overgemaakt.

4. Iedere jongere moet actief kunnen medewerken aan het individueel pedagogisch programma dat te zijner attentie werd uitgebouwd. Hij wordt op de vergaderingen uitgenodigd die als doel hebben de schriftelijke verslagen op te stellen die hem aanbelangen om gehoord en ingelicht te worden over dit programma en over zijn eventuele heroriënteringen.

D. De eerbiediging van de filosofische, politieke en religieuze overtuigingen

1. Iedere jongere mag de praktijken beoefenen die verband houden met zijn overtuigingen en de cultus van zijn keuze voor zover deze niet in strijd zijn met de wetsbepalingen.

2. De instelling is ertoe verplicht de beoefening van deze praktijken te vergemakkelijken, inzonderheid wat betreft het voedingsregime en de naleving van de vastentijden.

3. Op elke handeling die de gezondheid of de veiligheid van de jongere zelf, van de andere jongeren of van het personeel in gevaar kan brengen kan verbod opgelegd worden.

E. De communicaties van de jongere met de buitenwereld

1. De jongere wordt ingelicht over het feit dat, behoudens tegenovergestelde gemotiveerde beslissing van de bevoegde rechter, hij het recht heeft met iedere persoon van zijn keuze te communiceren.

De volgende bepalingen zijn van toepassing onder voorbehoud van die beslissing.

2. Het briefgeheim wordt gewaarborgd.

Controlemaatregelen kunnen genomen worden t.o.v. verzendingen die nog wat anders dan brieven bevatten. In dat geval kan de jongere verzocht worden die verzending te openen in aanwezigheid van een lid van de Directie, die, naargelang van het risico opgelopen t.o.v. de veiligheid, et de overhandiging van kan eisen.

3. Iedere jongere heeft het recht eenmaal per week gratis zijn familieleden op te bellen. Elke instelling bepaalt in haar bijzonder reglement de andere regels inzake telefoongesprekken.

4. De nadere regels inzake bezoeken worden in haar bijzonder reglement door elke instelling bepaald. Er bestaat steeds een mogelijkheid van bezoek op afspraak. De minimale frequentie van de toegelaten bezoeken mag niet lager zijn dan een wekelijks bezoek.

5. De briefwisseling met de magistraten, die dienst voor rechtelijke bescherming, de dienst voor jeugdbescherming en de algemene afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de kinderrechten is kosteloos.

De telefoongesprekken met de dienst voor gerechtelijke bescherming, die dienst voor jeugdbescherming en de algemene afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de kinderrechten zijn kosteloos.

F. De verlof- en afwezigheidsdagen

1. Behoudens tegenovergestelde gemotiveerde beslissing van de bevoegde rechter, geniet iedere jongere van de verlofregeling waarvan de nadere regels bepaald worden door de instelling in haar bijzondere reglement en desgevallend, in het individueel pedagogische project van de jongere.

2. Voor elke afwezigheid moet de directie van de instelling toelating geven.

3. De instelling verwittigt de oproerpolitie en de bevoegde rechter over elke niet-veroorloofde afwezigheid.

De instelling verwittigt eveneens de ouders terzelfdertijd en doet een beroep op hun medewerking.

4. De instelling verwittigt de ouders, de oproerpolitie en de bevoegde rechter van elke terugkomst.

5. Bij elke terugkomst kan de instelling een specifieke opvang per educatieve ploeg van de jongere organiseren.

Het educatief programma van de jongere kan herzien worden na elke terugkomst.

G. De beoordeling van het gedrag

1. Het leven in de instelling verloopt in een geest van wederzijdse eerbied kenmerkend voor elke samenleving.

2. Het gedrag van de jongere wordt beoordeeld rekening houdend met de eerbied die hij betuigt t.o.v. de plichten en de verplichtingen vereist voor elke samenleving en door de reglementering eigen aan de instelling.

3. Elk positief gedrag of merkwaardig resultaat kan aanleiding geven tot valorisatie. Elke instelling stelt er de nadere regels van vast in haar bijzonder reglement.

4. Voor elk negatief gedrag kunnen er tuchtmaatregelen getroffen worden.

Behoudens de afzonderingsmaatregel, worden de nadere regels van die maatregelen vastgesteld door elke instelling in haar bijzonder reglement.

Zij mogen evenwel geen afbreuk doen aan de rechten van de jongere vervat in het decreet van 4 maart 1991 en in dit reglement : inzonderheid de rechten op verdediging, het recht te communiceren, de toekenning van zakgeld en de eerbied voor de overtuigingen.

Zij mogen niet vernederend noch krenkend zijn en moeten aangepast zijn aan de jongere.

H. De afzonderingsmaatregel

1. Wanneer de jongere zijn lichamelijke veiligheid of die van de andere jongeren, van het personeel of van de bezoekers in gevaar brengt, kan tegen hem een afzonderingsmaatregel in de specifieke lokalen genomen worden.

2. De afzonderingsmaatregel wordt beslist door de directeur of zijn rechtstreekse vervanger en de jongere wordt ingelicht over het feit dat de bevoegde rechter ervan op de hoogte gebracht werd.

3. De afzonderingsmaatregel mag niet langer dan 24 uren duren zonder de toestemming van de bevoegde rechten die deze maatregel kan verlengen met een termijn die de 8 dagen niet overschrijdt. Een nieuwe verlenging is mogelijk onder dezelfde voorwaarden de laatste dag van de bij de aanvang bepaalde termijn.

De afzonderingsmaatregel wordt opgeheven zodra een einde komt aan de toestand die deze maatregel verantwoordt. De plaatsingsoverheid wordt verwittigd van de opheffing van een afzonderingsmaatregel.

4. De jongere die in afzondering wordt geplaatst krijgt dagelijks om de twee uren tussen 8 en 22 uur het bezoek van een lid van de directieploeg en van een lid van de wetenschappelijke en medische ploeg alsook bezoeken van de educatieve ploeg. Tijdens de afzonderingsperiode houdt de educatieve ploeg zich actief bezig met de jongere en voert met hem individuele gesprekken en educatieve activiteiten.

I. De waarborgen van de rechten van de jongeren

1. De jongere wordt ingelicht over zijn recht te communiceren met zijn advocaat. Hij wordt verzocht een document te ondertekenen waarbij hij verklaart te worden ingelicht over dat recht. De instelling overhandigt hem een exemplaar van dit document dat in een taal is geschreven die voor hem begrijpelijk is.

2. De jongere krijgt inlichtingen over de instelling en over de algemene afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de kinderrechten : hij heeft als opdracht te zorgen voor het behoud van de rechten en de belangen van de jongeren in de Franse Gemeenschap; daartoe wordt hem de macht toegekend om te interpellieren, om vrije toegang tot de diensten te hebben en om hem de individuele dossiers toe te vertrouwen.

3. Er wordt aan de jongere uitgelegd hoe hij bij de algemene afgevaardigde voor de kinderrechten een verzoek om bemiddeling of een klacht tegen de inbreuken op de rechten van de jongeren aanhangig kan maken.

4. De jongere wordt eveneens ingelicht over het bestaan, de werking en de bevoegdheden van de Diensten voor de Rechten van de Jongeren.

5. Er wordt aan de jongere uitgelegd hoe hij met die diensten kan communiceren.

6. Op eigen kosten kan hij zich laten onderzoeken door de geneesheer naar zijn keuze, die met de instelling niets te zien heeft.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 25 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het algemeen reglement van de groep van de overheidsinstellingen.

Brussel, 25 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort,
Mevr. L. ONKELINX